

Des groupes communautaires réclament un véritable plan d'action au ministre Hamad

Marie-Eve Shaffer

24 novembre 2009 12:00

Des groupes communautaires réclament de Québec un véritable plan d'action contre la pauvreté. «Malgré un premier plan de lutte, la pauvreté n'a pas cessé d'augmenter au cours des dernières années», a indiqué Lyse Cloutier, la porte-parole des groupes communautaires qui manifestaient ce matin à Montréal.

Ils voulaient rappeler au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, qui était de passage aujourd'hui dans la métropole, que le gouvernement a un rôle central à jouer dans la lutte contre la pauvreté. «Son idée est de renvoyer la responsabilité de la lutte contre la pauvreté aux groupes communautaires, a fait savoir le coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant. C'est inacceptable parce que le respect des droits fondamentaux est la responsabilité du gouvernement.»

Un plan d'ici 2011

Le ministre Hamad a consulté aujourd'hui plus d'une centaine d'organismes montréalais pour connaître leur point de vue sur la pauvreté. Il veut ainsi proposer d'ici 2011 un deuxième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le premier plan d'action ciblait surtout les femmes monoparentales. Avec le deuxième, le ministre compte mettre l'accent sur les personnes seules, particulièrement les hommes.

Une avancée ou un recul?

«Il y a eu des résultats très intéressants [à la suite du premier plan]», a dit M. Hamad. Malgré des avancées importantes, il y a encore du travail à faire.» Selon les chiffres du gouvernement, le premier plan d'action de Québec a permis de réduire de plus 13 000 personnes le nombre de prestataires de l'assistance sociale, en plus d'investir près de 390 M\$ dans le logement social.

Lyse Cloutier est d'un tout autre avis. Les banques alimentaires peinent à répondre aux besoins des moins biens nantis pendant que les problèmes d'itinérance et de santé mentale augmentent, selon elle. «Le nombre de prestataires a augmenté d'environ 70% depuis un an, a mentionné pour sa part Jacques Beaudoin, un intervenant du Mouvement action chômage de Montréal. On assure une représentation devant les tribunaux administratifs et en date de la fin avril, on avait autant de dossiers traités qu'en un an.»

Les groupes communautaires revendiquent une majoration substantielle du salaire minimum et des prestations d'aide sociale et la fin du détournement des pensions alimentaires. Ils souhaitent aussi obtenir un financement récurrent des logements sociaux et l'abolition des classes d'assistés sociaux.



Steeve Duguay/Métro

Des groupes communautaires manifestaient hier à Montréal pour rappeler au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale que le gouvernement doit lutter contre la pauvreté.